



DECLARATION LIMINAIRE CDEN 7 NOVEMBRE 2024

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'UNSA EDUCATION, tous les ans, présente les résultats du baromètre des métiers de l'Education.

Cette année, près de 50 000 répondants ont donné leur avis.

Dans le département de Loire Atlantique, beaucoup de données sont équivalentes à celles nationalement.

Mais nous souhaitons attirer l'attention des acteurs et actrices présents ce soir. Car le choix de fermer des classes ou des divisions, n'est pas anodin dans la vie d'une école, d'un établissement, dans la vie personnelle des collègues. Le choix de déroger de façon massive à la règle des 4,5 jours engendre une inéquité de traitement dans la vie personnelle et professionnelle. La grande souplesse des acteurs quant au financement de l'enseignement privé accentue la ségrégation entre les écoles et établissements.

Des données et des spécificités permettent de comprendre le malaise des personnel.les de l'Education Nationale de Loire Atlantique.

75,4 % estiment que leurs conditions de travail sont insatisfaisantes, soit quasi 4 points de plus qu'au niveau national.

64,5 % des personnel.les répondent que pour améliorer le quotidien il faut avoir des moyens supplémentaires soit plus de 4 points de plus que la moyenne nationale.

55 % des personnel.les ont le sentiment d'un manque de reconnaissance de leur engagement.

53,6 % des personnel.les ont le sentiment de consignes inadaptées et inefficaces, soit 5 points de plus.

52 % ont une charge de travail excessive et des délais trop courts.

La santé des personnel.les de Loire Atlantique est particulièrement impactée. Les conséquences risquent d'être catastrophiques dans les années à venir : ils et elles sont 36,9 % à ne pas avoir eu accès au médecin de prévention quand ils et elles l'ont demandé, soit plus de 12 points au-dessus de la moyenne nationale.

30 % répondent qu'ils qu'elles ne continueront pas leur profession car c'est trop dur mentalement (3 points de plus qu'au niveau national), 15 % disent la même chose concernant la difficulté physique (2 points de plus).

Quant à l'inclusion des élèves en situation de handicap, les paillettes et le regard bienveillant des jeux paralympiques, ne pourraient occulter les grandes difficultés que nous avons à inclure dans ce département. Classes chargées (je vous rappelle que nous avons fermé 70 classes en un an), manque d'AESH, manque de places en SESSAD et en établissements spécialisés, Projet Personnalisé de Scolarisation absents dans les écoles et établissements, enseignant.es référent.es en sous effectifs pour accomplir toutes leurs missions.

L'UNSA EDUCATION demande, que dans ce département, les moyens soient à la hauteur d'un service Public de qualité tant dans les services que sur le terrain scolaire.

Notre fédération exige une plus grande rigueur quant au contrôle des fonds publics alloués aux écoles et établissements privés, ainsi qu'une présentation systématique des données concernant le nombre d'élèves et de classes, de divisions, dans ces écoles et établissements lors des CDEN. Il n'est pas normal de ne pas avoir ces données alors que de l'argent public finance à hauteur de presque 73 % l'enseignement privé.

Enfin, à la lecture du baromètre, l'UNSA EDUCATION souligne avec urgence la nécessité de mettre en place une vaste réflexion visant à améliorer la qualité de vie au travail, enjeu fondamental qui doit devenir l'un des axes prioritaires des politiques de l'Éducation Nationale en Loire-Atlantique dans ces prochains mois.

L'UNSA EDUCATION l'affirme à nouveau, des personnel.les heureux et heureuses dans leur milieu professionnel, c'est un service Public de meilleure qualité.

Nous vous remercions.